

- la troisième chambre : le jeudi matin à 9 heures 30;
- la quatrième chambre : les premier et troisième lundis matin du mois à 9 heures 30;
- la cinquième chambre : le mardi matin à 9 heures 30;
- la sixième chambre : les deuxième et quatrième jeudis matin du mois à 10 heures;
- la septième chambre : le vendredi matin à 9 heures 30.

Dans chaque section, la chambre d'enquête commerciale siège le mercredi après-midi à 14 heures.

Dans chaque section, le président du tribunal ou les juges qu'il désigne, siègent en référé et dans les affaires comme en référé le mercredi matin à 9 heures 30. »

**Art. 4.** L'article 7 du même arrêté est abrogé.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**Art. 6.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

- de derde kamer : op donderdagvoormiddag om 9 uur 30;
- de vierde kamer : op de eerste en de derde maandagvoormiddag van de maand om 9 uur 30;
- de vijfde kamer : op dinsdagvoormiddag om 9 uur 30;
- de zesde kamer : op de tweede en de vierde donderdagvoormiddag van de maand om 10 uur;
- de zevende kamer : op vrijdagvoormiddag om 9 uur 30.

De kamer voor handelsonderzoek van iedere afdeling houdt zitting op woensdagmiddag om 14 uur.

In iedere afdeling houden de voorzitter van de rechtbank of de rechters die hij aanduidt zitting in kortgeding en in zaken zoals in kortgeding op woensdagvoormiddag om 9 uur 30. »

**Art. 4.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

**Art. 6.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

F. 1999 — 4120

[S - C - 99/10193]

**14 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises**

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature a pour objet de moderniser et de rendre plus efficace la diffusion de la collection complète des comptes annuels et consolidés déposés à la Banque Nationale de Belgique, en remplaçant, pour les comptes déposés à partir du premier janvier 2000, le microfilm par le cd-rom comme support de diffusion de cette collection complète.

Depuis 1978, l'article 177bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales confie à la Banque Nationale de Belgique la tâche d'assurer la publicité des comptes annuels déposés chez elle en vertu de l'article 80 des mêmes lois coordonnées ou d'autres dispositions légales ou réglementaires qui s'y réfèrent ou ayant le même objet.

La détermination de la forme que prendrait cette diffusion ayant été laissée à Votre appréciation par l'article 177bis précité, l'article 21 de Votre arrêté du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, qui a remplacé Votre arrêté du 7 août 1973 ayant le même objet, détermine que les comptes annuels et consolidés déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique sont publiés par celle-ci sous la forme :

— de microfilms, en ce qui concerne la collection complète des comptes annuels et consolidés déposés au cours d'une année civile et;

— de photocopies, en ce qui concerne les comptes de sociétés individuellement désignées.

Au cours de la période 1978-1998, le nombre de pages déposées est passé de 228.032 à 3.454.992 ce qui s'est inévitablement traduit par une très forte augmentation du nombre de microfilms nécessaires pour couvrir l'ensemble des comptes déposés au cours d'une année civile (46 microfilms en 1978 contre 647 en 1998).

Si le système mis en place en 1978 était performant eu égard aux possibilités techniques de l'époque, il n'en est plus de même actuellement. En effet, des évolutions technologiques enregistrées depuis le milieu des années 1980 (notamment la généralisation de l'utilisation des

N. 1999 — 4120

[S - C - 99/10193]

**14 DECEMBRE 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen**

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel de verspreiding van de volledige verzameling van de bij de Nationale Bank van België neergelegde jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen moderner en efficiënter te maken door voor de vanaf 1 januari 2000 neergelegde rekeningen de microfilm te vervangen door de cd-rom als drager waarop voormelde volledige verzameling wordt verspreid.

Sinds 1978 zorgt de Nationale Bank van België, in uitvoering van artikel 177bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, voor de openbaarmaking van de jaarrekeningen die bij haar werden neergelegd krachtens artikel 80 van voormelde gecoördineerde wetten of krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen die ernaar verwijzen of hetzelfde doel hebben.

Vermits de bepaling van de vorm waarin deze verspreiding moest gebeuren, door voormeld artikel 177bis aan Uw goedgevoelen werd gelaten, heeft artikel 21 van Uw besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, dat Uw besluit van 7 augustus 1973 met hetzelfde toepassingsgebied heeft vervangen, bepaald dat de jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen die bij de Nationale Bank van België worden neergelegd, door haar openbaar worden gemaakt in de vorm van :

— microfilms voor wat betreft de volledige verzameling van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen die tijdens een kalenderjaar worden neergelegd en,

— fotokopieën, wanneer de aanvraag betrekking heeft op de rekeningen van met name genoemde vennootschappen.

Tijdens de periode 1978-1998 is het aantal neergelegde bladen gestegen van 228.032 tot 3.454.992, wat onvermijdelijk heeft geleid tot een zeer sterke toename van het aantal microfilms nodig om alle tijdens een kalenderjaar neergelegde rekeningen op te slaan (46 microfilms in 1978 tegen 647 in 1998).

Als het in 1978 ingevoerde systeem performant was, rekening houdend met wat toen technisch mogelijk was, is dit vandaag niet meer het geval. Door de technologische evolutie sinds het midden van de tachtiger jaren (meer bepaald door het veralgemeend gebruik van

personal computers "PC" et de supports micro-informatiques à grande capacité d'archivage tels que le disque compact, ainsi que le développement d'Internet) ont mis en évidence les faiblesses inhérentes au microfilm, à savoir :

- la difficulté de stockage et de manipulation d'une collection sans cesse plus volumineuse de microfilms,
- l'impossibilité d'exploiter les comptes annuels reproduits sur les microfilms au moyen des logiciels bureautiques;
- le coût élevé du matériel de lecture et de reproduction des microfilms et la charge administrative importante liée à la lourdeur de la recherche de l'information dans le chef des utilisateurs.

Dans ces conditions, une solution alternative au système actuel de diffusion sur microfilms de la collection complète des comptes déposés au cours d'une année civile consisterait :

- dans un premier temps, à remplacer les microfilms par des disques compacts "cd-rom", et;
- dans un deuxième temps et si le besoin s'en faisait sentir, à mettre les comptes déposés pendant la période séparant la parution de deux éditions successives du cd-rom à la disposition des abonnés, par le truchement du réseau Internet.

Cette solution permettrait :

- de réduire le délai entre le dépôt des comptes et leur disponibilité pour l'abonné;
- de leur faciliter l'accès aux informations contenues dans les comptes et leur retraitement dans le cadre d'applications bureautiques couramment répandues;
- et de leur permettre d'économiser sur leurs coûts de fonctionnement et d'investissement.

Elle ouvrirait également, à plus longue échéance, la perspective d'une diffusion aisée des comptes annuels et consolidés par le canal d'Internet, comme c'est déjà le cas dans certains pays européens (notamment en France et en Grande-Bretagne).

L'arrêté qui est présenté à Votre signature prévoit pour cette raison que la diffusion de la collection complète des comptes déposés à la Banque Nationale de Belgique à partir du premier janvier 2000, sera assurée sur cd-rom au lieu de microfilms. La diffusion des copies de comptes individuels serait en revanche maintenue dans sa forme actuelle, sous réserve bien entendu que les copies ne seront plus imprimées à partir de microfilms mais à partir de cd-rom. Ce seul fait est sans influence sur le produit final délivré aux tiers intéressés.

Il faut par ailleurs souligner que le prix de l'abonnement à la collection complète des comptes déposés au cours d'une année civile est demeuré inchangé depuis 1985, nonobstant l'augmentation importante du nombre de microfilms livrés par la Banque Nationale de Belgique dans le cadre d'un abonnement annuel (205 microfilms par abonnement en 1985 contre 647 en 1998). Pour cette raison, il est raisonnable de porter le tarif annuel d'abonnement, fixé par l'article 22 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, de 30 000 BEF (743,68 EUR) à 60 510 BEF (1 500 EUR). De la sorte, ce tarif couvrira les frais de reproduction et d'envoi des supports faisant l'objet d'un abonnement annuel. Ce relèvement du prix de l'abonnement est en outre justifié par les éléments suivants :

- la facilité, la convivialité et la rapidité des recherches effectuées au départ de cd-rom, qui entraînent des économies au niveau des coûts de fonctionnement;
- les économies réalisables grâce à l'abandon d'un matériel coûteux à usage spécifique (lecteur-reproducteur de microfilms) au profit d'un matériel peu coûteux, performant et à usage pratiquement universel (PC avec lecteur de cd-rom).

Comme par le passé, les greffes des tribunaux de commerce continueront à recevoir à titre gratuit la collection complète des comptes déposés au cours d'une année civile. Cette collection leur sera également livrée sur cd-rom et non plus sur microfilms.

Enfin, l'arrêté soumis à Votre signature adapte le texte des articles 21 et 22 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, sur plusieurs points techniques d'ordre secondaire. Ainsi :

- la mention hétéroclite des comptes annuels et consolidés est remplacée par un renvoi uniforme aux documents visés à l'article 1, § 2 de cet arrêté,

personal computers of "PC's" en van informatiedragers met grote opslagcapaciteit zoals de compact disc, evenals door de ontwikkeling van Internet) werden de zwakke kanten van de microfilm als drager duidelijk gemaakt :

- het is moeilijk geworden om de steeds grotere verzameling van microfilms op te slaan en te beheren,
- jaarrekeningen die op microfilm staan kunnen niet geëxploiteerd worden met kantoorprogrammatuur;
- de machines die noodzakelijk zijn om de microfilms te kunnen lezen en er fotokopieën van te kunnen nemen zijn duur en omdat het relatief veel tijd vergt om de informatie effectief op te zoeken, brengt dit voor de gebruikers aanzienlijke administratieve kosten mee.

In die omstandigheden zou een alternatief voor het bestaande systeem van verspreiding op microfilms van de volledige verzameling van de tijdens een kalenderjaar neergelegde rekeningen erin bestaan :

- in eerste instantie de microfilms te vervangen door "cd-rom" compact discs en;
- vervolgens, als de behoefte zou blijken, de rekeningen die worden neergelegd tijdens de periode tussen twee opeenvolgende uitgaven van de cd-rom, op Internet ter beschikking te stellen van de abonnees.

Deze oplossing zou toelaten :

- de periode tussen de neerlegging van de rekeningen en hun beschikbaarheid voor de abonnees in te korten;
- hun toegang tot de informatie van de rekeningen en de verwerking ervan in het kader van algemeen verspreide kantoorprogrammatuur te vergemakkelijken;
- en hen toe te laten te besparen in het vlak van hun werkingskosten en investeringen.

Dit zou het, op langere termijn, ook mogelijk maken om de jaarrekeningen en de geconsolideerde jaarrekeningen gemakkelijk beschikbaar te stellen op Internet, zoals dit reeds het geval is in sommige Europese landen (meer bepaald in Frankrijk en in Groot-Brittannië).

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd bepaalt daarom dat de verspreiding van de volledige verzameling van de vanaf 1 januari 2000 bij de Nationale Bank van België neergelegde rekeningen, zal gebeuren op cd-rom in plaats van op microfilms. De verspreiding van kopieën van individuele jaarrekeningen zou daarentegen behouden worden in de huidige vorm, waarbij de kopieën echter niet meer gemaakt zouden worden op basis van de microfilms, maar wel vertrekkend van de cd-rom. Dit heeft geen invloed op het aan de geïnteresseerde derden afgeleverde eindproduct.

Er moet ook vermeld worden dat de prijs voor een abonnement op de volledige verzameling van de tijdens een kalenderjaar neergelegde rekeningen onveranderd is gebleven sinds 1985, niettegenstaande het aantal door de Nationale Bank van België geleverde microfilms dat een abonnement vormt, sindsdien sterk is toegenomen (205 microfilms per abonnement in 1985 tegen 647 in 1998). Daarom is het billijk om de prijs voor een jaarabonnement, vastgesteld door artikel 22 van voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, van 30 000 BEF (743,68 EUR) te brengen op 60 510 BEF (1 500 EUR). Zo zal deze prijs de kosten dekken van de reproductie en de verzending van een jaarabonnement. Deze verhoging van de abonnementsprijs wordt bovendien gerechtvaardigd door de volgende elementen :

- het gemak, de gebruikersvriendelijkheid en de snelheid van de opzoekingen op basis van de cd-rom, die besparingen toelaten op het niveau van de werkingskosten,
- de besparingen die voortvloeien uit het feit dat geen duur en enkel voor specifiek gebruik bestemd materiaal (met name een microfilmlees- en fotokopieerapparaat) meer nodig is, en het volstaat te beschikken over relatief goedkoop, performant en voor nagenoeg algemeen gebruik bestemd materiaal (PC met cd-romlezer).

Zoals ook in het verleden zullen de griffies van de rechtbanken van koophandel verder gratis de volledige verzameling van de tijdens een kalenderjaar neergelegde rekeningen blijven ontvangen. Deze verzameling zal ook aan hen worden bezorgd op cd-rom en niet meer op microfilms.

Tenslotte past het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, de tekst aan van de artikelen 21 en 22 van voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, voor wat verschillende technische punten betreft van ondergeschikt belang. Zo wordt :

- de wisselende vermelding van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen vervangen door een eenvormige verwijzing naar de documenten bedoeld in het artikel 1, § 2, tweede lid, van dit koninklijk besluit;

— l'inclusion explicite des comptes annuels des groupements d'intérêt économique et des groupements européens d'intérêt économique dans le champ d'application de l'article 21 est devenue superflue depuis l'entrée en vigueur des articles 15 et 16 de la loi du 29 juin 1993.

J'ai l'honneur d'être.

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 mai 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant les articles 21 et 22 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises », a donné le 28 juin 1999 l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

#### Observation générale

Dans le rapport au Roi, l'auteur du texte en projet met l'accent sur les faiblesses du système actuel de microfilms et souligne notamment :

« — la difficulté de stockage et de manipulation d'une collection sans cesse plus volumineuse de microfilms;

— l'impossibilité d'exploiter les comptes annuels reproduits sur les microfilms au moyen de logiciels bureautiques. ».

Des difficultés du même ordre apparaissent a fortiori lors de l'utilisation d'un support papier.

Le même rapport au Roi justifie le choix de la diffusion des comptes annuels au moyen d'un support numérique optique, le cédérom, notamment au motif que cette solution faciliterait pour les abonnés.

« ... l'accès aux informations contenues dans les comptes et leur retraitement dans le cadre d'applications bureautiques couramment répandues; ».

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la rédaction de l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du projet (article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, en projet) qui semble exclure la délivrance d'un cédérom ou d'un autre support magnétique.

« ... lorsque la demande porte sur un ou plusieurs documents relatifs à des personnes morales individuellement désignées. ».

Quelque important que soit le volume des documents imprimés sur papier qui auront été sollicités par le demandeur, celui-ci ne pourra pas, dans cette hypothèse, bénéficier des progrès technologiques apportés par les applications bureautiques, sauf à acquérir l'intégralité de la collection. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison d'une telle disproportion.

#### Examen du texte

##### Intitulé

L'intitulé d'un texte législatif ou réglementaire doit permettre sa recherche et son classement. Il n'apparaît pas utile d'allonger l'intitulé en citant les articles que l'on se propose de modifier.

Mieux vaut écrire :

« Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991... ».

— de uitdrukkelijke opname van de jaarrekeningen van economische samenwerkingsverbanden en Europese economische samenwerkingsverbanden in het toepassingsveld van het artikel 21 is overbodig geworden sinds de artikelen 15 en 16 van de wet van 29 juni 1993 van kracht zijn geworden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 mei 1999, door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 21 en 22 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, heeft op 28 juni 1999 het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking of wijziging van een verordening noodzakelijk is.

#### Algemene opmerking

De steller van de ontworpen tekst benadrukt in het verslag aan de Koning de zwakke punten van het huidige systeem, waarbij van microfilms gebruik wordt gemaakt, en stelt in dat verband onder andere het volgende :

het is moeilijk geworden om de steeds grotere verzameling van microfilms op te slaan en te beheren;

jaarrekeningen die op microfilm staan kunnen niet geëxploiteerd worden met kantoorprogrammatuur;

Soortgelijke moeilijkheden doen zich af fortiori voor bij het gebruik van een versie op papier.

In het verslag aan de Koning wordt de keuze van een optische digitale informatiedrager of cd-rom voor de verspreiding van de jaarrekening uitgelegd door te stellen dat deze oplossing het mogelijk zou maken de toegang van de abonnees.

« ... tot de informatie van de rekeningen en de verwerking ervan in het kader van algemeen verspreide kantoorprogrammatuur te vergemakkelijken. »

De Raad van State heeft bedenkingen bij de redactie van artikel 1, 1<sup>o</sup>, van het ontwerp (ontworpen artikel 21, eerste lid, 2<sup>o</sup>), dat de afgifte van een cd-rom of een andere digitale informatiedrager lijkt uit te sluiten.

« ... wanneer de aanvraag betrekking heeft op één of meerdere stukken van individueel aangeduide rechtspersonen ».

Ongeacht het volume van de afschriften op papier waar de aanvrager om verzocht heeft, kan dit zich in dat geval de technologische vooruitgang op het gebied van de kantoorprogrammatuur niet ten nutte maken, tenzij hij de collectie in haar geheel aanschaft. De Raad van State ziet de reden niet in van zulk een wanverhouding.

#### Onderzoek van de tekst

##### Op schrift

Een wettekst of verordeningstekst moet kunnen worden opgezocht en geklasseerd op basis van het opschrift ervan. Het is nodig het opschrift langer te maken door de artikelen te citeren die men beoogt te wijzigen.

Men schrijve beter :

« Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991... ».

## Préambule

Alinéa 1<sup>er</sup>.

L'arrêté en projet trouve son fondement légal dans l'article 177bis des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935. Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

« Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 177bis inséré par la loi du 24 mars 1978 et modifié par la loi du 18 juillet 1991; ».

## Alinéa 2.

Il est préférable de rédiger cet alinéa comme suit :

« Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, notamment l'article 21 modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1993 et l'article 22; ».

## Dispositif

Article 1<sup>er</sup>.

1. L'article 177bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales qui contient la base légale du projet attribue trois pouvoirs au Roi.

Les modifications apportées par l'article 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, du projet répondent à la première attribution de pouvoir de cet article 177bis, et celles de l'article 2, à la deuxième.

La troisième attribution de pouvoir confie au Roi le soin de déterminer la forme de l'ensemble des documents dont le texte légal prévoit la distribution sans frais aux greffes des tribunaux de commerce.

Cette mission est remplie par la première phrase de l'article 21, alinéa 5, (devenant l'alinéa 4) du texte en projet. Mais elle est vidée de sa substance par la deuxième phrase du même alinéa, qui permet au Ministre de la Justice d'habiliter la Banque nationale à fournir aux greffes copie des documents.

« ... sur tout autre support ou par tout autre canal de diffusion, pour autant que l'intégrité et la conformité des copies aux documents originaux déposés soient garanties. ».

Il n'est pas permis au Roi de transmettre à un ministre l'essentiel de l'attribution de pouvoir qu'il a reçue du législateur.

La deuxième phrase de l'article 21, alinéa 5, en projet est dépourvue de base légale et doit être omise. Au besoin si la nécessité l'exige, il convient de procéder à la modification souhaitée par voie d'un nouvel arrêté royal.

2. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que l'article 21 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises a été modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1993.

3. Au 1°, mieux vaut omettre les mots « du présent arrêté ». La même remarque vaut pour le 4°.

4. A l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, le début du 2° a été mal traduit. Mieux vaut écrire : « documents imprimés sur papier... » (1)

5. En finale de l'article 21, alinéa 6 (devenant l'alinéa 5) du projet, il convient de supprimer les mots « du présent arrêté ».

## Article 2.

Dans la phrase introductive, il y a lieu d'omettre également les mots « du présent arrêté ».

## Observations finales

1. Pour assurer une concordance avec l'arrêté du 25 novembre 1991 précité, il convient d'écrire « Banque nationale de Belgique ».

2. Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certains observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

## Note

(1) Voir article 22, 2°, en projet.

## Aanhef

## Eerste lid.

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 177bis van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935. Dat lid zou beter als volgt worden gesteld :

« Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 177bis, ingevoegd bij de wet van 24 maart 1978 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991. »

## Tweede lid.

Dit lid zou beter als volgt worden gesteld :

« Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, inzonderheid op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 januari 1993, en op artikel 22; »

## Dispositief

## Artikel 1.

1. Artikel 177bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, dat de rechtsgrond oplevert voor het ontwerp, verleent de Koning drie bevoegdheden.

De wijzigingen die door artikel 1, 1° en 2°, van het ontwerp worden aangebracht passen in de eerste bevoegdheidstoe wijziging door dat artikel 177bis, en de wijzigingen voorgesteld in artikel 2 passen in de tweede bevoegdheidstoe wijziging.

Met de derde bevoegdheidstoe wijziging wordt het aan de Koning overgelaten de vorm te bepalen van alle stukken die volgens de wettekst kosteloos bezorgd worden aan de griffies van de rechtbanken van koophandel.

Die bevoegdheid ligt besloten in de eerste zin van artikel 21, vijfde lid, (dat het vierde lid wordt) van de ontworpen tekst. Zij wordt echter uitgehold door de tweede zin van datzelfde lid, die de Minister van Justitie de mogelijkheid verleent om de Nationale Bank ertoe te machtigen aan de griffies een afschrift van de stukken te bezorgen.

« ... op om het even welke andere drager of langs om het even welk verspreidingskanaal (...), voor zover de integriteit en de conformiteit van die afschriften met de origineel neergelegde stukken zijn gewaarborgd. ».

Het is de Koning niet toegestaan om het kernbestanddeel van een bevoegdheistoewijziging die Hem door de wetgever is verleend aan een minister door te geven.

De tweede zin van het ontworpen artikel 21, vijfde lid, is verstoken van enige rechtsgrond en behoort te vervallen. Desnoods kan bij een nieuw koninklijk besluit de gewenste wijziging worden aangebracht.

2. In de inleidende zin behoort te worden verduidelijkt dat artikel 21 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen gewijzigd is bij koninklijk besluit van 11 januari 1993.

3. In onderdeel 1° behoren de woorden « van dit besluit » te vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor onderdeel 4°.

4. Het begin van artikel 21, eerste lid, 2°, is slecht gesteld. Men schrijve beter : « Op papier afgedrukte stukken... » (1)

Aan het eind van artikel 21, zesde lid (dat het vijfde lid wordt), van het ontwerp behoren de woorden « van dit besluit » te vervallen.

## Artikel 2.

In de inleidende zijn behoren eveneens de woorden « van dit besluit » te vervallen.

## Slotopmerkingen

1. Met het oog op de overeenstemming met het voornoemde besluit van 25 november 1991 behoort in de Franse lezing van het ontwerp « Banque nationale de Belgique » te worden geschreven.

2. De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men, onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerkingen, in het ontwerpen artikel 21, eerste lid, « in de vorm van » in plaats van « onder de vorm van ». In onderdeel 2° van diezelfde bepaling schrijve men >op papier afgedrukte stukken, op basis van de voormelde cd-roms, wanneer de aanvraag betrekking heeft op één of meer stukken met betrekking tot individueel aangeduide rechtspersonen ».

## Nota

(1) Zie het ontworpen artikel 22, 2°.

**14 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 177bis, inséré par la loi du 24 mars 1978 et modifié par la loi du 18 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, notamment l'article 21 modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1993, et l'article 22;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 21 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« La Banque nationale de Belgique délivre copie à ceux qui lui en font la demande, même par correspondance, des documents déposés auprès d'elle en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sous forme de :

1° cd-rom, lorsque la demande porte sur l'ensemble des documents déposés;

2° documents imprimés sur papier à partir des cd-rom susvisés, lorsque la demande porte sur un ou plusieurs documents relatifs à des personnes morales individuellement désignées";

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° l'alinéa 5 ancien, devenu l'alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« La Banque nationale de Belgique fournit aux greffes des tribunaux de commerce, sans retard et gratuitement, une copie des cd-rom visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°. ».

4° à l'alinéa 6 ancien, devenu l'alinéa 5, les mots "des comptes annuels microfilmés par la Banque nationale de Belgique" sont remplacés par les mots "des documents visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2".

**Art. 2.** L'article 22 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Les frais suivants sont dus à la Banque nationale de Belgique pour la délivrance de copies des documents visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 :

1° l'abonnement annuel aux cd-rom visés à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est fixé à 60.510 BEF (1.500 EUR), taxe sur la valeur ajoutée non comprise. Cet abonnement couvre la livraison des cd-rom sur lesquels est reproduit l'ensemble des documents déposés auprès de la Banque nationale de Belgique pendant l'année civile pour laquelle l'abonnement est souscrit;

2° le prix des copies sur papier visées à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° est fixé à 10 BEF (0,25 EUR) par feuille, frais de port, frais d'encaissement éventuels et taxe sur la valeur ajoutée non compris. » .

**Art. 3.** Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux documents déposés auprès de la Banque nationale de Belgique à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice;  
M. VERWILGHEN

**14 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 177bis, ingevoegd bij de wet van 24 maart 1978 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, inzonderheid op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 januari 1993, en op artikel 22;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 21 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 januari 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Nationale Bank van België geeft aan allen die erom verzoeken, zelfs op schriftelijke aanvraag, een afschrift van de stukken die bij haar werden neergelegd krachtens artikel 1, tweede lid, in de vorm van :

1° cd-roms, wanneer de aanvraag betrekking heeft op alle neergelegde stukken;

2° op papier afgedrukte stukken, op basis van de voormelde cd-roms, wanneer de aanvraag betrekking heeft op een of meer stukken met betrekking tot individueel aangeduide rechtspersonen";

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° het vroegere vijfde lid, dat het vierde lid wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Nationale Bank van België bezorgt aan de griffies van de rechtbanken van koophandel, onverwijld en kosteloos, een kopie van de in het eerste lid, 1°, bedoelde cd-roms. ».

4° in het vroegere zesde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden « van de jaarrekeningen die door de Nationale Bank van België werden gemicrofilmd » vervangen door de woorden « van de stukken bedoeld in artikel 1, tweede lid ».

**Art. 2.** Artikel 22 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De volgende bedragen zijn aan de Nationale Bank van België verschuldigd voor de afgifte van afschriften van de stukken bedoeld in artikel 1, tweede lid, :

1° voor het jaarabonnement op de cd-roms bedoeld in artikel 21, eerste lid, 1° : 60.510 BEF (1.500 EUR), exclusief de belasting over de toegevoegde waarde. Dit abonnement omvat de levering van de cd-roms waarop de gezamenlijke stukken zijn gereproduceerd die bij de Nationale Bank van België zijn neergelegd gedurende het kalenderjaar waarvoor het abonnement is genomen;

2° voor afschriften op papier bedoeld in artikel 21, eerste lid, 2° : 10 BEF (0,25 EUR) per blad, exclusief port, eventuele inningskosten en belasting over de toegevoegde waarde. » .

**Art. 3.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de stukken die bij de Nationale Bank van België met ingang van 1 januari 2000 worden neergelegd.

**Art. 4.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN